

1. POPULISME DES ANCIENS, POPULISME DES MODERNES, POPULISME LIBÉRAL-MÉDIATIQUE

Guy Hermet

in Janine Chêne *La tentation populiste au coeur de l'Europe*

La Découverte | Recherches

2003
pages 25 à 39

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/la-tentation-populiste-au-coeur-de-l-europe---page-25.htm>

Pour citer cet article :

Hermet Guy , « 1. Populisme des anciens, populisme des modernes, populisme libéral-médiatique » , *in* Janine Chêne
La Découverte « Recherches », 2003 p. 25-39.

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

I.

Concepts

Populisme des anciens, populisme des modernes, populisme libéral-médiatique

*par Guy Hermet**

Le sens imprécis du terme « populisme » recèle une commodité et un inconvénient. D'un côté, il permet aux personnalités politiques et aux leaders d'opinion de l'utiliser à leur guise pour clouer au pilori ceux qui les dérangent, populistes réels ou supposés qui évidemment leur répondent en leur reprochant les pires vilénies. Mais de l'autre, il rend extrêmement difficile sa définition en tant que concept tant soit peu générique : le populisme se révèle fort peu soluble dans la science politique...

Le pire tient à ce que les choses se sont singulièrement aggravées depuis quelques décennies. Autrefois, l'affaire était claire. Pour les Français au moins, le populisme c'était Boulanger (ce qui rassurait pour le présent). Puis il est devenu avant tout exotique, péroniste ou nassérien (ce qui était encore plus rassurant). Ceci pour prendre beaucoup plus récemment le visage de Jean-Marie Le Pen, de manière cette fois vraiment menaçante pour la droite qu'il paralysait sinon pour la gauche qui y a trouvé un moment une rente de situation. Reste que le lepénisme n'était rien par rapport au déluge populiste présent et à l'immense désordre qu'il introduit dans les définitions et les typologies. Qu'y a-t-il par exemple de commun entre le musculaire lieutenant-colonel Hugo Chavez au Venezuela et le séduisant homosexuel Pim Fortuyn aux Pays-Bas, d'autant que le premier n'a certainement pas l'ombre d'un préjugé de couleur tandis que le second propose de renvoyer les réfugiés avec une tente et quelques victuailles ?

LA FAIBLESSE DES DÉFINITIONS

Dans ces conditions, les définitions du phénomène jusqu'alors laborieusement échafaudées risquent de ne plus beaucoup servir. En tout premier lieu, la référence que les populistes font au peuple ne les particularise pas, puisqu'elle

* Directeur d'études à l'Institut d'études politiques de Paris.

est partagée par les démocrates aussi bien que par les républicains. Ainsi que l'avait déjà noté Hannah Pitkin [1972], il existe deux conceptions de la représentation démocratique. Devenue dominante au point de représenter l'orthodoxie dans ce domaine, la première met l'accent sur la dimension délégative et délibérative, en s'appuyant sur un principe de légitimité électorale justifiant le transfert à une élite – par son nombre réduit en tout cas – de la capacité de décision collective. En revanche, la seconde, qui n'est au fond pas moins légitime, insiste sur une représentation directe et, pourrait-on dire, physiquement incarnée dans la personne d'un leader ou, parfois, dans un parti symbolisant à lui seul le règne du peuple. La vraie démocratie se niche là où chacun veut la trouver, dans le corps presque mystique de centaines de députés inconnus de la plupart des électeurs, ou dans celui physique d'un envoué de foules, même si ceux qui la situent dans cette version directe ou incarnatrice ne sont pas en odeur de sainteté.

Parallèlement, la diversité des expressions et des contextes historiques ou géographiques du populisme interdit de lui affecter un contenu idéologique spécifique. À la différence des autres familles politiques, du traditionalisme monarchiste au marxisme en passant par le libéralisme, le socialisme, le fascisme ou l'anarchisme, le populisme ne compte du reste ni théoriciens d'envergure ni doctrines élaborées. De toute manière, qu'y a-t-il aujourd'hui de commun entre le nationalisme xénophobe du Front national ou des *Freiheitlichen* (libéraux) autrichiens, l'attachement à l'Europe de Pim Fortuyn, la révolte fiscale du Parti populaire danois ou du Parti du progrès norvégien, la revendication séparatiste du *Vlaams Blok* en Belgique ou de la Ligue du Nord en Lombardie et en Vénétie, le populisme de Ross Perot aux États-Unis ou, encore, l'intolérance religieuse des nationalistes hindouistes ? Tant de traits différenciateurs, et si peu d'éléments partagés en contrepartie.

On pourrait continuer¹. Fort disparate, le mode d'organisation populiste n'obéit à aucune norme unificatrice. Certaines expériences se sont révélées réfractaires à toute velléité organisatrice ; ainsi les *narodniki* russes au XIX^e siècle, le populisme catholique incarné par Charles Péguy au début du siècle suivant, les réseaux du style du maccarthysme américain des années cinquante ou, encore, ces pulsions illustrées par la « marche blanche » des Belges après l'affaire Dutroux. En revanche, en fort contraste avec le modèle précédent, d'autres épisodes se sont caractérisés par une organisation en mouvements très hiérarchisés et quasiment militaires, soucieux de ne pas se confondre avec des partis classiques (ainsi aujourd'hui le *Vlaams Blok* en Belgique et à moindre degré la *Lega Nord* en Italie). Enfin, les organisations populistes tendent à présent et de plus en plus à ressembler justement à ces partis – de masse en particulier – qu'elles répudiaient naguère.

1. Sur les travaux consacrés au populisme, voir [Hermet, 2001].

De même, sur un autre plan, le populisme ne se définit pas forcément comme une sorte de démocratie d'incarnation reposant sur le charisme personnel d'un chef. Il y a eu des régimes populistes étrangers à ce charisme au Mexique et au Pérou notamment, et il est douteux de nos jours que la capacité d'attraction des partis populistes danois ou norvégien dépende de façon primordiale d'une logique charismatique.

Plus généralement, Pierre-André Taguieff rappelle que le populisme peut s'exprimer aussi bien dans un mouvement spontané ou organisé que dans un régime de gouvernement, une idéologie, un comportement de transgression des normes politiques conventionnelles, ou encore dans un mode de légitimation typique des situations de transition au sortir d'une dictature [Taguieff, 1997]. Pour compléter la liste, il conviendrait d'ajouter qu'il représente une stratégie assortie parfois d'un projet politique pour ses leaders, et qu'il correspond à une réceptivité à leur message en ce qui concerne ses publics. Tout cela en gardant présent à l'esprit que ces expressions s'interpénètrent, en dépit du fait qu'elles se scindent entre deux univers très distincts, des formes d'organisation multiples mais faciles à documenter, et des caractéristiques plus évanescences, dont la saisie obéit pour beaucoup à la subjectivité de qui les contemple.

En définitive, face à cette faiblesse des critères distinctifs du populisme, un seul des traits qui lui sont prêtés couramment l'oppose véritablement et fondamentalement aux autres modalités d'exercice de la politique. Le noyau dur, la substance matricielle du populisme s'inscrivent dans une forme de discours d'orientation perturbatrice et de nature antipolitique. Sur le plan conceptuel, l'élément important n'est toutefois pas exactement le discours, qui peut d'ailleurs être aussi bien individuel que collectif, ou verbalisé aussi bien que diffusé autrement. Le signifiant primordial est la logique antipolitique ; antipolitique dans la mesure où elle obéit à une relation avec le temps en contraste absolu avec celle qui constitue la règle majeure de l'art « normal » du gouvernement comme de la compétition politique. Le jeu démocratique classique repose sur une tactique qui s'étale sur la longue durée, compte tenu de l'impossibilité de satisfaire simultanément toutes les demandes adressées aux détenteurs du pouvoir ou à ceux qui s'efforcent d'y accéder, de l'obligation de concilier ces demandes multiples et en général contradictoires, ainsi que de la nécessité qui en dérive de sélectionner avec prudence et lenteur leur inscription sur l'agenda des actions reconnues comme prioritaires. En revanche, c'est dans son essence même que le procédé populiste méprise cette prudence politique. Il proclame que les attentes, même les plus complexes et grosses d'effets pervers, de ses clientèles pourraient se trouver satisfaites dans l'instant si les élites en place n'y faisaient obstacle, et ceci à cause de leur conception (déclarée précisément hypocrite et mal intentionnée) d'un mode de gouvernement reposant sur le débat, la maturation progressive

des problèmes et, par conséquent, sur la gestion d'un temps long utilisé comme amortisseur politique. Dès lors, la plupart des autres caractéristiques du populisme se déduisent de ce mépris de la ressource-temps, qu'il s'agisse de l'antiparlementarisme déclaré ou larvé, de l'hostilité aux partis « professionnalisés », de la dénonciation du personnel politique conventionnel, de l'hostilité aux intellectuels ou de la critique de toute forme de gouvernement reconnue, y compris les monarchies traditionnelles ou les régimes militaires.

LE POPULISME « LIBÉRAL-MÉDIATIQUE »

L'évolution que le populisme enregistre depuis trois décennies dans les démocraties ouest-européennes pourrait donner à croire qu'elle est à l'origine du néopopulisme dont il est fréquemment question de manière vague. Et rien en effet n'empêcherait d'adopter ce label s'il ne laissait du coup sans étiquette d'autres manifestations populistes non moins contemporaines. Car, bien qu'on s'en abstienne en général, pourquoi n'appliquerait-on pas le qualificatif « néo » aux courants xénophobes d'orientation ethno-populiste apparus à l'est de l'Europe après l'implosion des systèmes communistes, ou aux mouvements ultranationalistes et ethno-religieux propres aux populations hindouistes ? Dans ces cas, l'abstention résulte sans doute du fait que la catégorie du populisme ethnique existe d'assez longue date et se révèle parfaitement explicite. Conclusion provisoire : si le terme de « néopopulisme » prétend signifier quelque chose qui soit à la fois relativement inédit, substantiel et distinctif, il doit s'appliquer à deux phénomènes distincts de ceux qui viennent d'être évoqués : d'une part des tactiques électorales qui empruntent une rhétorique populiste comme ressource de marketing politique tout en demeurant libérales et somme toute fidèles à l'orthodoxie démocratique en ce qui concerne la stratégie à plus long terme des leaders qui y recourent ; d'autre part le mouvement antimondialiste multiforme qui s'est d'abord développé au Chiapas autour du sous-commandant Marcos avant de se diffuser dans le « peuple branché » à l'initiative d'entrepreneurs politiques tels que José Bové ou ATTAC et à l'occasion notamment des grandes protestations de Seattle, Gênes ou Porto Alegre.

Il faut néanmoins s'entendre sur ce que ces phénomènes recouvrent et ne pas les amalgamer. Le marketing électoral néopopuliste ne sollicite que de manière accessoire et passagère les aspirations des plus démunis et ne répond pas ou secondairement aux motivations xénophobes qui font le succès de l'extrême droite européenne. Il ne constitue, au total, que le dénominateur commun de stratégies libérales à forte tonalité médiatique auxquelles il n'apporte qu'un support technique. Celui-ci s'appuie lui-même sur trois

ressources : la télévision, le cinéma dans les pays très pauvres, l'image du champion sportif ou du héros national de type médiatique (l'ancien capitaine de l'équipe nationale de cricket au Pakistan...). La télévision en particulier permet de « vendre » un candidat à l'élection à la manière d'une marque commerciale. Elle facilite en outre l'entrée en politique de vedettes du sport ou de l'écran ou, simplement, de figures publiques dont la notoriété ne doit rien à la profession politique. Dans les deux circonstances, ce néopopulisme, spécifié par ses moyens et non par le contenu réellement populiste de son message, cultive une citoyenneté des émotions faciles, qu'il abreuve de propos séducteurs et de photogénie à des fins qui demeurent toutefois étroitement électoralistes, conformes en outre au souci de moderniser le visage de la démocratie représentative en se l'appropriant au besoin mais sans la remettre en cause comme le font les populistes véritables. C'est en Amérique latine avant tout que les étoiles de la télévision, du téléfilm ou du football comptent depuis quelque temps parmi les nouvelles stars du marché électoral. Mais le positionnement politique fulgurant de Silvio Berlusconi et de Forza Italia repose sur des procédés analogues².

Le néopopulisme libéral-médiatique dépasse cependant ce simple artifice de promotion de candidats venus d'ailleurs quand il agit en trompe l'œil, en reprenant les vieux thèmes populistes de la défense des pauvres ou de la fierté nationale à seule fin de couvrir des plans d'ajustement structurel dépourvus pour leur part de toute séduction. Ce procédé a été illustré de manière presque caricaturale par Fernando Collor au Brésil, Carlos Menem en Argentine, Alberto Fujimori et moins consciemment Alejandro Toledo au Pérou. Pour tous ces leaders, et sans méconnaître leurs ambitions personnelles, il s'est agi d'embrober la pilule amère de réformes économiques inévitables. Dans tous les cas, ce néopopulisme libéral-médiatique ne constitue de toute façon qu'un ingrédient de campagne des plus fragiles et illustre surtout en définitive la dérive vers une télé-démocratie – une « télécratie » ? – qui menace en tous lieux, plutôt qu'il n'atteste l'émergence d'une forme nouvelle de populisme. Il est même assez étranger au populisme au sens exact. Il n'est pas antipolitique³ en ce qu'il ne conteste pas l'art de la politique qui, pour les gouvernants, consiste dans une optique assez machiavélienne à gérer le temps sur la longue durée face aux attentes immédiates et pressantes des gouvernés. De plus, il ne vise aucunement à détruire la démocratie représentative mais plutôt à la rénover,

2. S'agissant de la France, on se souvient de l'attention portée aux rumeurs de candidature présidentielle du chanteur Yves Montand, en 1983-1984 (rumeurs sérieuses par rapport à la candidature présidentielle antérieure purement ironique de l'amuseur public Coluche).

3. En partie au sens qu'Andreas Schedler affecte à cette notion dans « Anti-political-establishment Parties » [1996].

grâce à une thérapeutique hétérodoxe comprenant une dose de démocratie plébiscitaire (ce en quoi la logique présidentialisiste du système politique français est fondamentalement populiste).

Ce qu'on dénommera ici « cyberpopulisme » recouvre un phénomène tout différent, illustré peut-être à ses débuts par les utopistes amateurs des *chats* des cybercafés. Quoi qu'il en soit, ce « populisme élitiste » demeure largement celui d'une « ultragauche » de cénacles d'initiés. Et c'est sûrement sur cette ligne, ou sur cette « toile », que se situe l'avenir d'un populisme électronique reposant sur des procédures pourtant inaccessibles à la plèbe des analphabètes technologiques. Beaucoup d'indices le suggèrent déjà. L'épicentre du phénomène s'est situé au début au Mexique. Ce sont, en effet, les internautes du réseau mondial créé sous l'effet d'un trait de génie par le sous-commandant Marcos qui en ont détenu longtemps la palme. Les Indiens de l'État mexicain du Chiapas n'appartenant pas au premier monde, leurs défenseurs attirés de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN⁴) en ont tenu compte en pratiquant à leur endroit un populisme trivial conforme à leur condition misérable, à la fois subversif, despotique et évangélique⁵. Mais avec l'entrée du Mexique dans l'ALENA et depuis que Cuba n'est plus qu'une destination de masse vulgaire et discutable même pour des aveugles politiques, ce populisme adapté aux pauvres en est venu à moins importer que l'autre populisme optimisé de l'EZLN, adapté aux besoins des habitants de pays riches en mal de militantisme exotique et de tourisme idéologique. Au Chiapas, le populisme vulgaire ne fut que le faire-valoir indispensable du second qui, formaté d'emblée pour l'Internet en tant que message global, s'est révélé infiniment plus rentable pour son programmeur.

Le mouvement néo-zapatiste intervient ainsi comme lever de rideau d'un cyberpopulisme globalisé mais hostile à la globalisation. En revanche, il n'en orchestre plus les manifestations les plus spectaculaires résultant désormais de l'action des réseaux transnationaux opposés à l'Organisation mondiale du commerce, aux grandes agences financières et bancaires ainsi qu'à ce que ses adversaires appellent en général le néolibéralisme. Mobilisé grâce à des procédés de communication du dernier cri empruntant à la logistique des *flyers*, les tracts électroniques des *rave parties*, ce populisme antimondialiste s'adresse du reste moins à une élite au sens exact qu'à une vaste audience de jeunes euro-américains représentant le prototype de ce qu'est en passe de

4. *Ejercito zapatista de liberación nacional.*

5. Parce que longtemps béni par l'évêque du lieu, Mgr. Samuel Ruiz, nouvel apôtre des Indiens à la manière de Bartolomé de Las Casas et déplacé finalement de son diocèse. Enrique Krauze a parlé à ce propos d'une Armée catéchétique de libération nationale (voir [Krauze, 1999, p. 10-18]).

devenir le public semi-populaire le plus représentatif et surtout le plus prometteur dans les pays riches. Il s'est parallèlement trouvé quelques leaders pittoresques et vaguement charismatiques, en la personne de José Bové notamment. Puis, afin de ratisser large, les antimondialistes se sont saisis de la bannière de l'anticapitalisme, ou plutôt les anticapitalistes se sont saisis d'eux, sans exclure les assassins de l'ETA ou des FARC colombiennes. Les gauchistes ou autres anarchistes leur ont emboîté le pas pour ne pas se faire dérober l'occasion de « surfer sur la vague de l'antimondialisation [afin de] sortir de [leur] éternelle culture de minoritaires » [Monnot, 2000]. Zélés, ils ont par surcroît élargi la gamme des recettes utilisées par leurs inspireurs en complétant leur maîtrise de la communication électronique par l'ajout de concerts multiculturels et de bals psychédélics voués à se transformer en ingrédients indispensables d'un nouveau populisme festif. Mais pour l'essentiel, l'attribut primordial du populisme demeure présent dans ce décor coloré : le diagnostic simpliste qui falsifie les actes de l'adversaire dans le but de donner crédit à des thérapeutiques d'effet immédiat, étrangères à une raison politique qui a besoin du temps.

DU POPULISME DES ANCIENS AU POPULISME DES MODERNES

Il serait pourtant prématuré d'affirmer de façon certaine que ce cyberpopulisme « postmoderne » sera celui de l'avenir, et encore plus abusif de poser qu'il représente dès maintenant l'essentiel du populisme. Ce dont il s'agit ici sous le couvert des expressions « populisme des anciens » et « populismes des modernes » est différent, étant entendu qu'envisager comme le suggère le titre de ces réflexions le passage d'un vétéro-populisme à un populisme moderne suppose de prendre garde aux impressions et aux classifications trop rapides. La référence à Benjamin Constant et au contraste qu'il a établi entre la liberté des anciens et celle des modernes n'est introduite dans ces pages que pour faire image [Constant, 1997, p. 589-619]. Il y a près de deux siècles, en opposant ces deux conceptions de la liberté, le grand penseur libéral entendait que les Athéniens du temps de Périclès appréciaient la leur à l'aune de celle de leur Cité, de leur faculté de servir le bien et de l'indépendance de l'État tout entier, cependant qu'il estimait que ses contemporains ne concevaient plus leur propre liberté que comme celle de jouir paisiblement de leur vie privée sous la protection d'un État réduit au minimum. Retenue pour la qualité esthétique de la métaphore, la distinction opérée ici entre populismes des anciens et des modernes n'a que très indirectement à voir avec ce contraste.

Mais laisser Benjamin Constant de côté n'implique pas d'atténuer ce qu'il convient de comprendre au travers de deux qualifications temporelles opposées

du populisme. Celles-ci ne correspondent pas au seul souci d'illustrer par une expression quelque peu frappante sa résurgence présente en tant que phénomène politique d'envergure. Car ce n'est pas une pure répétition ou une simple reprise qui s'observe, mais l'apparition d'une logique populiste inédite qui coexiste au reste avec sa logique classique ou ancienne tout en la contredisant. Le populisme des modernes constitue une variété *sui generis*, qui pourrait à la limite faire l'objet d'une dénomination distincte. Avec cela, il ne se confond aucunement avec le néopopulisme évoqué au regard par exemple des épisodes incarnés par Fernando Collor au Brésil ou par le mouvement antiglobaliste du Forum social mondial.

Avant que ne se dessine le terreau populiste contemporain, bien d'autres univers politiques radicalement différents ont enregistré des sursauts populaires sinon populistes fort distincts dans leurs contextes mais parents du fait de l'un des réflexes qui les sous-tendaient. Une constante ou un trait partagé persistent en effet en filigrane dans l'activation de toutes les révoltes plébéiennes qui précèdent le populisme puis dans le populisme lui-même : la réprobation ou la défiance qui frappent en permanence les détenteurs du pouvoir et se traduisent par ce désamour qui affecte les politiciens que Theodor Herzl, le père du sionisme, qualifiait déjà de « brigands » (cité dans [Dieckhoff, 1993, p. 69]). Pour Michael Walzer, ce phénomène trouve sa source dans un « radicalisme populaire » [Walzer, 1997, p. 192-193] nourri de l'animosité que la masse des gouvernés éprouve vis-à-vis de ce que le Hamlet de Shakespeare appelait « l'insolence de la charge » ; c'est-à-dire le déplaisir causé par la position de supériorité de ceux qui détiennent l'autorité, y compris en vertu des procédures démocratiques les plus régulières. Dès la Réforme protestante, l'affirmation par Luther du droit de tous les croyants à la prêtrise – plus exactement au sacerdoce – a cultivé cet antagonisme. Plus tard, il en est allé de même du dessein de rotation systématique des responsabilités politiques exprimé par le président américain Jackson dans les années 1820. Certes, cette animosité demeure latente en temps normal et ne produit ses effets que dans des circonstances critiques de nature diverse. Mais c'est bien elle qui, dans ces contextes critiques, a provoqué les insurrections de la Grèce antique tout comme les soulèvements paysans et les révolutions urbaines du Moyen Âge, ou la révolte protestante contre les potentats ecclésiastiques et politiques. Plus tard, elle a ménagé le terrain des émeutes révolutionnaires de la France de la fin du XVIII^e siècle, puis celui de la protestation proprement populiste des paysans américains de la fin du siècle suivant, tout autant que les grands mouvements populistes de l'Amérique latine du milieu du XX^e siècle. Aujourd'hui encore, elle préside tant à l'expansion des courants de l'extrême droite européenne qu'à la résurgence des accès populistes latino-américains ou au développement du populisme hindouiste.

Toutefois, ce trait commun va de pair avec la différenciation de facteurs parallèles mais contrariés qui justifient qu'une séparation doive s'établir entre le populisme des anciens et celui des modernes. Durant vingt-cinq siècles, le premier s'est appuyé sur la mobilisation épisodique des masses les plus déshéritées contre la domination de couches privilégiées accusées à tort ou à raison d'être à l'origine de leur misère et d'en tirer profit. Au-delà, cette mobilisation s'est fondée sur un imaginaire populaire fusionnel, régi par un dogme manichéen rebelle à toute idée de pluralisme social ou idéologique. Exploitée par surcroît de bonne ou de mauvaise foi par des agitateurs, l'émotion populiste des pauvres a reposé de la sorte de manière classique sur un moralisme dichotomique dont il n'est pas surprenant qu'il ait eu une source religieuse. Il reprenait l'intolérance matricielle des religions monothéistes, faisant que les masses appréhendaient le monde tout entier aussi bien que leur environnement proche dans une optique dualiste, comme des univers uniformément meurtris par un combat du Bien et du Mal ou des Bons et des Méchants. C'est dans cet esprit que le populisme des anciens a constamment opposé le mérite bafoué du travail à la dépravation de la richesse oisive et exploiteuse, qu'il a voulu laver l'outrage ainsi infligé à la communauté vertueuse des travailleurs, aux moujiks russes idéalisés par les *narodniki*, aux *producers* nord-américains de Tom Watson et du People's Party des années 1890, aux *descamisados* du général Perón soixante ans plus tard, toujours aux ouvriers, artisans ou paysans corvéables à merci au bénéfice de la caste profiteuse des *koulaki*⁶, parasites, ploutocrates et autres détenteurs des moyens de vivre dans l'aisance sans rien faire à leurs yeux. C'est également dans cette perspective que ce populisme a constitué l'expression d'une gauche paysanne, ouvriériste ou plus largement plébéienne avant même que la gauche actuelle ne trouve son nom.

Dans son expression originelle, cette colère n'a par conséquent guère reconnu de vertu réelle qu'au travail manuel. Ainsi, les journaliers agricoles de l'Andalousie, sensibles après 1869 à la prédication des « apôtres » anarchistes, divisaient-ils la société entre l'immense majorité honnête des « mains noires » et la vile engeance des « mains blanches », dans laquelle ils incluaient du reste les écrivains publics dont l'encre seule tachait les doigts [voir Del Moral, 1929]. Avant cela même, dans les premières années de l'indépendance américaine, un petit fermier de Nouvelle-Angleterre du nom de William Manning partageait déjà la société « entre ceux qui travaillent pour vivre et ceux qui vivent sans que leur corps travaille » [Kazin, 1995, p. 13]. Bien que revue à l'aune de la révolution industrielle, de l'urbanisation et du développement

6. Déjà utilisée au XIX^e siècle, l'expression a été reprise par Lénine, qui pendant l'été 1918 taxait les koulaks, ou paysans enrichis, de « vampires koulaks » et de « buveurs de sang » [voir Colas, 1998, p. 205].

dans les sociétés avancées d'une immense classe moyenne relevant surtout des activités tertiaires, cette vision manichéenne un peu adoucie n'a pas cessé de sous-tendre le réflexe populiste. Elle a animé les grandes marches millénaristes au Brésil, de la fin du XIX^e siècle aux années trente, modelé le populisme typique de l'Amérique latine dans sa version conservatrice du « gétulisme » brésilien aussi bien que dans les manifestations progressistes et anticléricales de la Révolution mexicaine ou du péronisme, régit le vieux populisme des fermiers des États-Unis pendant les années 1890 et finalement inspiré la revanche des petits contre les gros promise ensuite pendant des décennies par tous les leaders populistes. Plus particulièrement dans les sociétés émergentes, les moments populistes ont reposé sur le fond intangible d'une division mentale entre Bons et Méchants engendrée par ce qu'Albert Hirschman a appelé l'« effet de tunnel » [Hirschman, 1969]. Ces moments se sont nourris de l'impatience de populations qui, entrevoyant la lumière annonciatrice de la fin de leur misère séculaire comme les passagers du train devinent leur sortie de l'obscurité du tunnel, ont réalisé trop tard qu'elles s'en trouvaient encore fort éloignées. Dès lors, elles s'en sont pris en quelque sorte au conducteur tout en acclamant le voyageur de classe pullman qui stimulait leur cri en des termes qu'elles n'auraient pas su imaginer.

Le populisme des anciens reflète donc une sorte d'*apartheid* dans les cœurs, la vision holiste d'une société désirable dans laquelle toute différence et tout calcul individualiste se trouveraient abolis au prix exorbitant d'un déni d'appartenance à la communauté des justes, opposée à tous ceux qui nuiraient à son uniformité absolue confondue avec la solidarité parfaite. C'est forts de cette croyance que les humbles rassemblés croient détenir l'exclusivité de la vertu et refusent de concevoir que l'art de la politique puisse consister à gérer le temps et doive se pratiquer pour cette raison dans la longue durée. Il n'y a pas de futur pour les populistes à l'ancienne de stricte obédience. Pour eux, l'avenir peut devenir présent d'un jour à l'autre pour peu que prenne fin le complot maléfique des puissants.

Tel n'est pas le cas du populisme des modernes. Il répond à une demande dont les ressorts méconnaissent certes la complexité de la définition et de la conduite des politiques publiques sur le long terme, mais ne conteste plus frontalement la légitimité de la démocratie représentative. Surtout, c'est là l'essentiel, il ne repose plus sur la dichotomie des pauvres et des riches ou des petits et des gros. Il obéit à une attente qui n'est plus celle des pauvres désireux de se voir reconnaître enfin une citoyenneté effective et non plus seulement formelle. Déjà, la frustration de la petite bourgeoisie et des anciens combattants effrayés par l'essor du communisme puis frappés par la crise de 1929 avait contribué au développement des courants populistes antiparlementaires de l'Europe des années vingt et trente. Toutefois, ces occurrences populistes continuaient de correspondre à une proposition de type autoritaire et

conservaient au moins verbalement la physionomie d'un phénomène centré sur la rédemption des pauvres. Ce n'est plus le cas du populisme des modernes.

Du moins en Europe, et largement aussi en Amérique latine, les principes de la démocratie pluraliste à l'occidentale ne se trouvent plus vraiment contestés. Surtout, dans ces deux espaces, les mouvements populistes actuels prennent figure de stratégies partisans ou individuelles « attrape-tout », visant à répondre à la fois aux frustrations de salariés des services, d'ouvriers, de cadres, de fonctionnaires, de membres des professions libérales, de commerçants et d'artisans, d'agriculteurs avec ou sans terre, de chômeurs et de pensionnés, qui ont tous pour point commun leur hantise de voir disparaître leur univers matériel et culturel sous l'effet de la mondialisation et d'un affaiblissement concomitant des souverainetés nationales. En Europe, ces frustrations débouchent sur la xénophobie à l'encontre d'immigrants extra-européens dont les pouvoirs publics ne paraissent plus capables de maîtriser l'afflux. En Amérique latine, elles se traduisent par l'appel à un pouvoir paternel fort mais toujours démocratique, dont le rôle ne consisterait cependant plus à assurer la dignité des pauvres véritables mais à restaurer le mode de vie de catégories moyennes autrefois protégées par un clientélisme d'État, et abandonnées désormais à leur sort. En résumé, dans les deux cas, le populisme des modernes se définit bien par la revendication que des secteurs de population jusqu'alors assez favorisés émettent à leur unique profit, en se désintéressant de la situation de misère permanente d'autres groupes plongés dans une indigence notoire.

L'impact direct de la globalisation économique et culturelle, marié en ce qui concerne l'Amérique latine à une injonction extérieure qui lui dicte son modèle de gouvernement démocratique⁷ se trouvent communément évoqués en tant que facteurs primordiaux de la poussée de ce populisme revu et corrigé. Sans conteste, la globalisation fait que la souveraineté des États semble approcher de son crépuscule face à l'ascendant de structures supranationales, d'institutions financières internationales ou de valeurs réduites au statut de marchandises livrées clé en main. D'un jour à l'autre souvent, les décisions d'un gouvernement national se voient annulées par des jeux d'influences, des flux financiers, des délocalisations industrielles, des courants migratoires incontrôlables, des circuits de communication et même des mouvements idéologiques comme l'islamisme, transgressant les frontières selon une logique non territoriale qui laisse souvent les autorités d'hier désemparees dans l'espace dont elles possédaient auparavant la maîtrise. Il demeure, pourtant, que c'est surtout la signification au second degré de ces processus qui éclaire la percée du populisme des modernes.

7. Il n'est que de penser à cet égard à l'« affaire Pinochet », suscitée depuis l'Europe dans un parfait mépris des circonstances « transitionnelles » du Chili.

Dans ses aspects cumulés, la globalisation n'entraîne pas qu'un délitement de la souveraineté régaliennne qui représentait l'attribut par excellence des États, quand bien même la réalité de leur pouvoir a été exagérée. Ce qui importe de nos jours est qu'avec la souveraineté de l'État national, c'est également sa face jumelle, la souveraineté populaire, qui paraît s'évanouir dans le registre du mythe, selon des interprétations il est vrai non moins excessives que la précédente. Reste que ce n'est pas sans raison que la portée même du concept de souveraineté populaire sur lequel repose la démocratie se voit affectée par le doute. Ne prendrait-elle pas figure d'illusion ? À quoi servirait-elle donc, si la volonté majoritaire dégagée des urnes débouche sur des prescriptions qui ne peuvent s'appliquer que dans la mesure où elles coïncident avec des orientations induites par des contraintes transnationales ou des réglementations supranationales indifférentes aux désirs des peuples ?

En outre, la globalisation n'entre pas seule en ligne de compte. L'image de l'État démocratique souffre, spécialement en Europe, de la difficulté croissante qu'il rencontre dans l'accomplissement de l'obligation majeure qui incombe à toute autorité politique : celle d'assurer la sécurité de ses ressortissants. Cette notion de sécurité doit s'entendre au sens large. Bien entendu, elle recouvre la sécurité physique des personnes et des biens, ainsi notamment que la garantie de la liberté d'expression. Mais elle s'étend à beaucoup d'autres domaines. En fonction de l'extension de l'État-providence, elle englobe désormais l'existence de chacun dans tous ses aspects ou presque. Or, là encore, les performances immédiates nuisent à la légitimité d'exercice, sinon de principe, des démocraties⁸. Plus dangereusement encore, cette faiblesse de leur performance entache leur avenir. Elle affaiblit la croyance en leur capacité de répondre au besoin de sécurité le plus impérieux de tous : celui de la certitude d'un futur enviable que les gouvernés attendent de leurs gouvernants. L'audience des populistes modernes s'appuie sur tous ceux qui ont perdu cette croyance sur laquelle se fonde l'élément le plus impressionnant de tout contrat politique, celui qui commande à n'importe quel régime de préserver la continuité de la communauté placée sous sa protection ainsi que le destin personnel de chacun de ses membres et de leurs descendants.

C'est dans ces conditions que le populisme actuel, celui des modernes, représente de moins en moins, de nos jours, la réponse à une crise strictement politique interprétable comme un accident ou une parenthèse plus ou moins brève entre deux périodes de normalité démocratique beaucoup plus longues. Exprimant la réaction provoquée par un contexte critique de

8. Les notions de légitimité de principe et de légitimité d'exercice sont empruntées ici à Isaiah Berlin.

portée plus globale et de durée imprévisible, il risque, pour ce que l'on peut imaginer de l'avenir assez proche, de se transformer en un phénomène sinon banalisé, du moins stable, constamment menaçant et ne se prêtant plus à ce retour presque mécanique à l'équilibre politique antérieur qui s'observait autrefois.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- COLAS D. (1998), *Le Léninisme*, Paris, PUF.
- CONSTANT B. (1997), « De la liberté des anciens comparée à celle des modernes », in *Écrits politiques*, Paris, Gallimard.
- DEL MORAL D. J. (1929), *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas*, Madrid, Alianza Universitaria.
- DIECKHOFF A. (1993), *L'Invention d'une nation*, Paris, Gallimard.
- HERMET G. (2001), *Les Populismes dans le monde. Une histoire sociologique XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard.
- HIRSCHMAN A. O. (1969), « The changing tolerance for income inequality in the course of economic development », *The Quarterly Journal of Economics*, n° 87, p. 544-565.
- KAZIN M. (1995), *The Populist Persuasion. An American History*, New York, Basic Books.
- KRAUZE E. (janvier 1999), « El profeta de los Indios », *Letras libres*, n° 1, p. 10-18.
- MONNOT C. (23-24 avril 2000), « Les anarchistes veulent surfer sur la vague de l'antimondialisation », *Le Monde*, p. 6.
- PITKIN H. A. (1972 [1967]), *The Concept of Representation*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press.
- SCHEDLER A. (1996), « Anti-political-establishment Parties », *Party Politics*, n° 2 (3), p. 291-312.
- TAGUIEFF P.-A. (octobre-décembre 1997), « Le populisme et la science politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 56.
- WALZER M. (1997), *Sphères de justice*, Paris, Seuil.